

Sondage

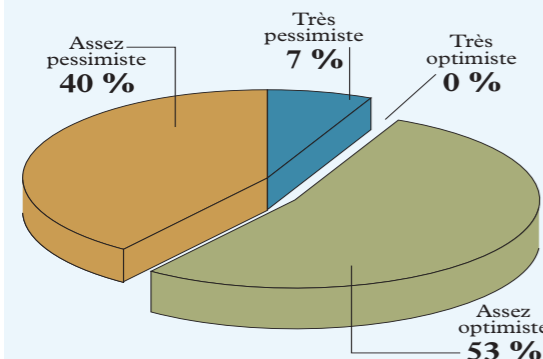
Baromètre Pluriconseil-l'express

Le climat des affaires s'assombrit

Pris par une nouvelle poussée du pessimisme, les analystes révisent à la baisse leur prévision de la croissance économique en dessous de 4,2 %.

1) Sur les perspectives économiques d'ici à un an (juillet 2011), êtes-vous...

Perspectives économiques d'ici à un an



Le pessimisme grimpe encore

Le pessimisme continue d'avancer chez nos analystes pour le troisième mois consécutif. Il grignote encore 7 points de pourcentage pour s'installer à 47%, contre 23% en mars dernier. La conjoncture économique demeure très incertaine tant au plan international que local. L'économie mondiale semble être en perte de vitesse, puisque la confiance est au plus bas parmi les consommateurs aux Etats-Unis comme en Europe. Pour les optimistes, légèrement majoritaires, il faut rester positif du fait que notre économie est toujours en croissance, et ce, même à un taux se situant entre 3% et 4%.

2) Quelles sont vos estimations du taux de croissance et du taux de chômage pour l'année 2010 ?

La croissance en baisse

Dans son rapport actualisé de la comptabilité nationale publié le 30 juin dernier, le *Central Statistics Office* (CSO) a abaissé sa prévision de la croissance économique pour l'année 2010 à 4,2% contre 4,6% estimé en mars. Mais la très grande majorité des analystes (77%) pensent que le taux de croissance sera plus bas. Il pourrait même être de 3,7% ou moins, selon 37% des répondants. Pour ce qui est du taux de chômage cette année, sept analystes sur dix partagent l'estimation du CSO qu'il sera en légère hausse à 7,5%, sinon jusqu'à 7,9%. Selon un économiste, étant donné le manque de visibilité sur nos perspectives de croissance et sur nos politiques économiques, les employeurs ne recruteront pas même si des opportunités d'emploi existent.

3) Quelle est votre estimation du taux d'inflation pour l'année 2010 ?

L'inflation reste modérée

L'inflation a stagné à 1,7% en glissement annuel à juin 2010. Comme le mois dernier, une forte majorité d'analystes (83%) sont d'avis que l'inflation pour cette année ne sera pas supérieure à 3%. Les hausses des prix des carburants ne semblent pas avoir un grand impact sur l'indice général des prix à la consommation. Les cours internationaux des produits de base resteront plutôt sages pendant le second semestre de 2010. En même temps, les politiques monétaires dans le monde et à Maurice tenteront d'enrayer une réapparition de l'inflation.

4) Quelle orientation du Repo Rate prévoyez-vous à la prochaine réunion du Comité monétaire ?

Le taux repo ne changera pas

Les analystes sont quasiment unanimes à dire que le comité de politique monétaire, qui a maintenu le taux repo à 5,75% le 22 juin dernier, en fera de même à sa prochaine réunion prévue le 27 septembre. Il suivra en cela les positions adoptées par les banques centrales de nos principaux partenaires commerciaux. Selon un économiste, un assouplissement de notre taux directeur est peu probable vu que le Fonds monétaire international prévoit que l'économie mondiale jouira d'une croissance raisonnable de 4,6% en 2010.

5) Quelle évolution des principales devises par rapport à la roupie prévoyez-vous à trois mois (octobre 2010) ?

Incertitude sur l'euro

Il n'y a pas de claire indication sur le comportement de l'euro vis-à-vis de la roupie dans les trois prochains mois. La monnaie unique s'est légèrement raffermie durant la semaine écoulée, mais ce ne sera pas durablement : la tendance inversera, car les perspectives économiques de la zone euro sont défavorables. D'autre part, pour un analyste sur deux, le cours vendeur du dollar restera stable entre Rs 31,60 et Rs 32,60 d'ici à octobre prochain, de même que la livre sterling fluctuera entre Rs 48,13 et Rs 49,13.

6) Quel type de placement local vous semble le plus favorable en ce moment ?

L'immobilier consolide ses assises

Le sursaut des devises étrangères n'aura été que de courte durée : après une hausse sensible à 27% en juin dernier, le taux de préférence pour les devises retombe à 13% ce mois-ci. Cela s'explique nul doute par l'appréciation soutenue de la roupie contre le dollar américain ces dernières semaines. Les placements immobiliers en profitent pour consolider leur première position à 37% de suffrages exprimés, étant considérés comme "the biggest hedge against a downturn".

7) Quel titre au sein du SEM-7 a le plus fort potentiel de valorisation boursière d'ici à six mois ?

La MCB se détache

Par rapport au mois dernier, le titre Mauritius Commercial Bank bondit par 10 points de pourcentage à 53% d'opinion favorable, creusant ainsi son avance sur les autres valeurs du SEM-7. Les analystes voient en MCB "a safe bet with a revenue base well diversified across markets". C'est la State Bank of Mauritius qui perd substantiellement du terrain pour se retrouver à 13%, derrière New Mauritius Hotels qui est à 20%. La valeur hôtelière, qui a gagné Rs 5 durant la semaine écoulée, pourrait se distinguer vers la fin de cette année.

8) Quelle orientation du Semdex prévoyez-vous d'ici à six mois (janvier 2011) ?

Timide effervescence boursière

Avec 29 valeurs en hausse contre 7 en baisse, la bourse de Port Louis était quelque peu en effervescence la semaine dernière, le Semdex grimant par 1,4% à son niveau le plus élevé des cinq derniers mois. En fait, l'indice boursier a retrouvé son niveau d'il y a six mois, celui du 14 janvier 2010. Ce qui fait dire à 63% d'analystes que le marché sera plus ou moins stable entre 1 583 et 1 749 points d'ici à janvier 2011. La demande est insuffisante tandis que les fondamentaux paraissent faibles. Un économiste craint qu'une détérioration des conditions économiques entraîne le Semdex dans son sillage.

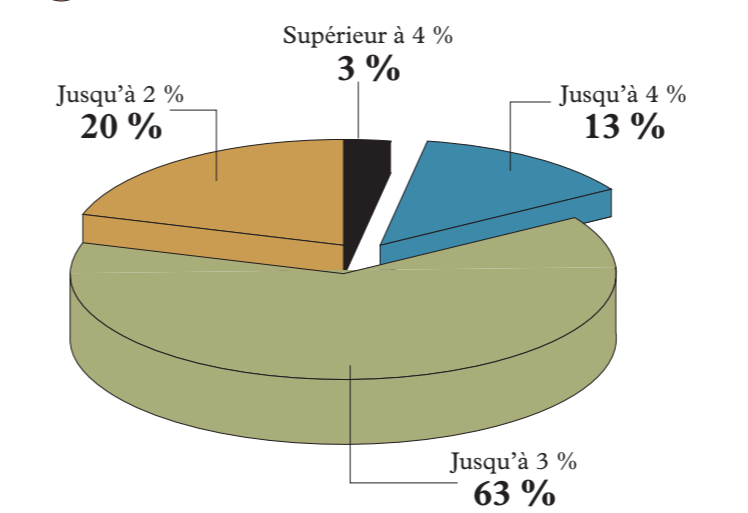
1

RAPPEL	Jan-10	Fév-10	Mar-10	Mai-10	Jun-10
Très optimiste	3%	7%	7%	0%	0%
Assez optimiste	70%	70%	70%	70%	60%
Assez pessimiste	27%	23%	23%	30%	33%
Très pessimiste	0%	0%	0%	0%	7%

2

	Estimation du taux de croissance pour 2010	Estimation du taux de chômage pour 2010
4,6% ou plus	0%	8,0% ou plus
4,2% à 4,5%	23%	7,5% à 7,9%
3,8% à 4,1%	40%	7,0% à 7,4%
3,7% ou moins	37%	6,9% ou moins

3



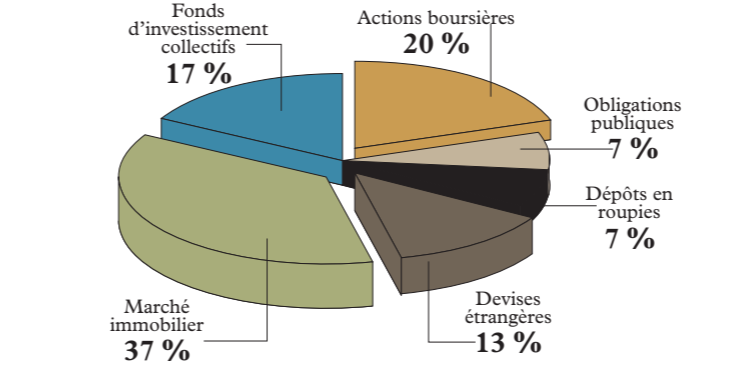
4

Le Repo Rate à la prochaine réunion du Comité monétaire	
BAISSE	3%
MAINTIEN	97%
HAUSSE	0%

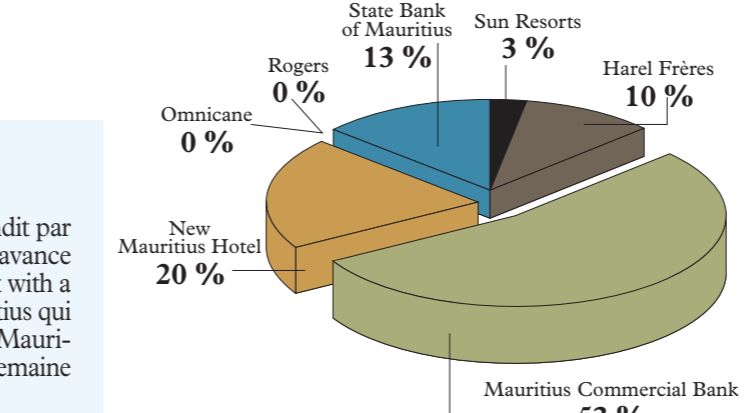
5

	Dollar par rapport à la roupie	Euro par rapport à la roupie	Livre par rapport à la roupie
Tendance à s'apprécier	40%	33%	27%
Tendance à se déprécier	10%	23%	20%
Plus ou moins stable	50%	43%	53%

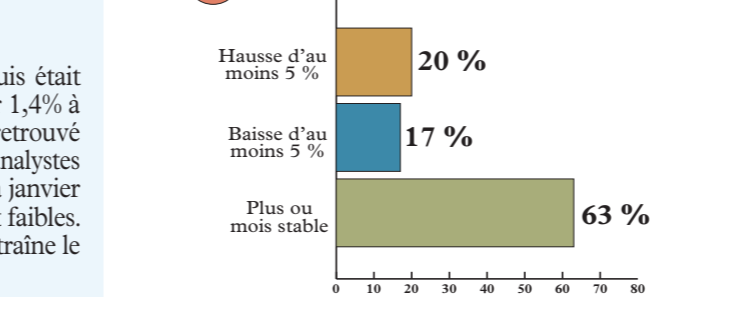
6



7



8



L'économie, c'est la communication

Rien n'oblige un gouvernement à entretenir des relations tendues avec le secteur privé après chaque élection. Certes, il faut bien montrer à ceux qui l'ont élu qu'il ne reniera pas sa promesse de travailler pour le peuple. Mais ce dernier sait qu'un gouvernement ne peut pas gouverner sans le secteur privé. Alors, lorsque la communication est coupée entre les décideurs politiques et les opérateurs économiques, les conséquences pourraient être néfastes pour le pays.

Car l'efficacité économique repose sur la communication. L'économie est à base d'échanges, et l'échange est un processus de découverte qu'on appelle le marché. Pour faciliter ce processus, il faut communiquer, la communication étant source de l'information indispensable aux projets. Mieux, la communication est le seul moyen de déceler ce dont les acteurs économiques sont capables.

La communication dans les entreprises et dans la société est facilitée par un dialogue permanent sur l'économie. Or, de nombreux hommes d'affaires paraissent avoir bien du mal à décrocher un entretien avec les responsables de l'économie au sein du gouvernement. Un malaise commence à se former de manière palpable. Il est urgent de dissiper les doutes, car toute absence de communication provoque des problèmes.

Le présent baromètre indique une nouvelle poussée du pessimisme parmi nos analystes économiques et financiers. Les difficultés incessantes de nos secteurs d'exportation, envenimées par la demande anémique des marchés européen et américain, par le raffermissement de la roupie et par le statu quo du taux repo, noircissent l'humeur des opérateurs. Ce qui est nouveau, c'est que l'anxiété ne se limite pas aux exportateurs, mais enfievre tout le climat des affaires.

Qu'est-ce qui explique ce sentiment généralisé ? C'est le manque de clarification sur les politiques économiques du gouvernement pour les cinq prochaines années. On attend beaucoup, sans doute trop, du ministère des Finances. Mais il est d'une importance capitale qu'il annonce rapidement des mesures qui cadrent avec la relance de l'économie et qui soient mises en oeuvre à temps.

Essayons de positiver : l'économie mauricienne est tout de même en croissance avec un taux officiel de 4,2 % prévu pour l'année 2010, mieux que tous les pays développés. L'élan imprimé par nos divers plans de relance contribue à soutenir l'activité économique, au pire dans une fourchette de 3,5 % à 4 %. Au premier trimestre de 2010, tous nos grands secteurs, à l'exception de la construction, ont connu une expansion sur un an. Même les entreprises orientées vers l'export ont enregistré une progression de 7 %.

Toujours est-il que la performance de Maurice cette année sera en deçà de celles de l'Afrique subsaharienne (5 %), de l'Asie en développement (9,2 %) et de Singapour (13% à 15 %). La croissance sur un an au premier trimestre a été de 17 % dans la ville-Etat alors qu'elle a affiché 3,6 % à Maurice. Plus pertinent est le fait que, sur la base de données corrigées de variations saisonnières, la croissance annualisée du premier trimestre a été positive pour Singapour (+46 %), mais négative pour Maurice (-4 %).

Les nouvelles mesures qui seront bientôt annoncées par le ministre des Finances seront sans doute davantage conjoncturelles que structurelles. Leur nécessité ne doit pas faire oublier que l'économie ne s'organise pas suivant des procédures administratives de répartition, mais grâce à des procédures de communication, grâce à des canaux d'information. En particulier, les prix sont les signaux le plus déterminants dans la décision d'investir, de produire ou de consommer. Lorsque ce mécanisme d'information est brouillé par l'inflation, les entreprises performantes sont pénalisées et les ménages sont désorientés.

Depuis l'année dernière, l'industrie hôtelière a été forcée de pratiquer de fortes remises de prix afin d'atténuer l'impact négatif de la chute des arrivées touristiques. Les hôteliers affirment qu'ils ne pourront pas revenir cette année aux prix offerts en 2008 avant la crise financière. Mais étaient-ce les vrais prix du marché ou plutôt des prix artificiellement soutenus par une roupie dépréciée ?

Aujourd'hui, les hôtels paient chèrement une stratégie de prix faite en fonction de la politique de change, croyant pouvoir jouer à l'inflation à leur avantage. Pour sortir de ce jeu insidieux, ils doivent se concentrer sur le volume de production. Qu'ils attaquent les marchés chinois et indien, moyennant que les autorités ouvrent des vols réguliers sur la Chine.

Nos opérateurs dans leur ensemble doivent faire l'effort de changer leurs vieilles habitudes en prenant acte du fait que le centre de gravité de l'économie mondiale s'est déplacé de l'Ouest à l'Est. Ils n'ont peut-être pas encore vu venir le pire de l'Angleterre et de l'Europe. Dire qu'ils doivent éviter de faire une fixation sur l'euro ne relève ni de l'hérésie ni du fantasme.

Pour sa part, le gouvernement doit mieux former et mieux informer les gens pour qu'ils soient prêts à l'effort et ouverts au changement. Les problèmes économiques se ramènent à la qualité des motivations et à l'efficacité des communications. Le pays a de nombreux déficits à gérer, tels le déficit budgétaire et le déficit commercial, qui sont déjà des obstacles difficiles à surmonter. S'il faut ajouter à cela un déficit de communication entre les entreprises et les décideurs politiques, l'économie tombera en panne.

Puissent les autorités aider les entreprises à vivre un monde plus communicatif, donc plus apaisé. C'est la qualité de l'information qui fait la qualité de l'entreprise. Une économie est d'autant plus dynamique que son système de communication est performant.

(www.pluriconseil.com)

Enquête réalisée par téléphone par PluriConseil, du 12 au 15 juillet 2010, auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.